



La Leading European Newspaper Alliance a donné son nom à LÉNA. Il s'agit d'un partenariat unique entre huit journaux européens dont *Le Soir* est membre fondateur.

EL PAÍS

Fondé en 1976, c'est le plus grand quotidien espagnol. Son site internet est le plus important site d'information en espagnol du monde.

DIE WELT

Le journal berlinois, réputé pour son sérieux et sa ligne conservatrice, est l'un des plus anciens d'Allemagne. C'est le porte-étendard du groupe Axel Springer.

la Repubblica

Fondé en 1976 par une sommité du journalisme italien, Eugenio Scalfari, le journal romain s'affiche comme progressiste. Longtemps géré par la famille de Carlo De Benedetti, il fait désormais partie du groupe Agnelli.

LE FIGARO

Il s'agit du plus vieux quotidien français (1826) encore publié. Sa ligne éditoriale est de droite libérale.

GAZETA wyborcza

Le journal polonais est le dernier arrivé dans Léna. Fondé en 1989 par Adam Michnik, il est profondément démocrate et pro-européen.

Tribune de Genève

Grand titre de la place genevoise, la *Tribune de Genève* a été fondée en 1879 pour la Suisse francophone.

Tages-Anzeiger

Le *Tages-Anzeiger* est un journal suisse germanophone de la région de Zurich, qui a longtemps été le quotidien le plus tiré du pays.

LE SOIR

Quotidien belge francophone, il a été fondé en 1887 et porte depuis une longue tradition d'indépendance.

Les articles non francophones de Léna ont été traduits par EuroMinds Linguistics.

Les crédits carbone liés à la pro



Neuf crédits sur dix délivrés par Verra, principal organisme de certification au monde, n'ont pas d'effets bénéfiques pour le climat, révèle une enquête menée par « The Guardian » et « Die Zeit ».



ENQUÊTE
IVAN RADJA

Ce paquet de biscuits que vous glissez dans votre caddie la conscience tranquille, car son emballage est certifié neutre en CO₂, ou cette crème pour les mains, cette brosse à dents, cette boisson, cet accessoire de luxe, n'ont-ils réellement aucun impact sur l'environnement? Submergé de belles promesses, y compris dans les services, des abonnements TV aux billets d'avion, le consommateur s'acquitte volontiers d'un prix légèrement augmenté, ou d'un petit versement complémentaire pour réduire son empreinte.

« Ces allégations suggèrent indûment qu'il est possible de lutter efficacement contre le changement climatique sans diminuer drastiquement nos émissions ou changer nos comportements », notait Laurianne Altvegg, de la Fédération romande des consommateurs, en 2022. Et, de plus, toute « compensation » ne se traduit pas forcément par une diminution de la pollution.

C'est ce que révèle une récente enquête menée par les journaux *The Guardian*, *Die Zeit* et l'organisation de journalisme à but non lucratif Source Material, qui s'est penchée sur les crédits carbone liés au combat contre la déforestation. Ceux-ci sont en grande partie garantis par Verra, organisation à but non lucratif basée à Washington, qui est le plus grand fournisseur mondial de ce type de certifications. Notamment pour cent de ces compensations carbone de la forêt tropicale sont « sans valeur », rapportent les deux journaux.

Ces crédits, estampillés REDD+ (Réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), font appel à des financements privés pour préserver la forêt primaire. Ils représentent un quart des 93 millions de tonnes de crédits carbone émis en une année. Contrairement aux réductions d'émissions de CO₂ réalisées grâce au remplacement d'une énergie fossile par une énergie verte, ou au retrait du dioxyde de carbone de l'atmosphère, actions aisément quantifiables, la lutte contre la déforestation se base sur des « scénarios de référence ». En clair, il s'agit d'estimer la surface qui risque d'être déboisée dans un lieu et sur une durée donnée, donc d'imaginer un futur plausible, ce qui, par essence, est invérifiable au moment où sont vendus les crédits carbone.

Un marché colossal

« Il est difficile de prédire quelle sera l'évolution tant économique que politique ou sociale de la région choisie dans les dix ou vingt années à venir, à dater du lancement du projet », explique Augustin Fragnière, docteur en sciences de l'environnement et spécialiste des politiques carbone à l'Université de Lausanne. Il faut, d'une part, s'assurer que les émissions de CO₂ supposément évitées ne l'auraient pas été de toute façon, par exemple grâce à une décision politique protégeant de la déforestation tout ou partie du périmètre retenu par le projet. C'est ce qu'on appelle le principe d'additionnalité. « De plus, et c'est très important dans ce type de crédits carbone, il est impératif de vérifier l'absence de fuites », poursuit-il, « c'est-à-dire que les acteurs locaux ne déboisent pas un autre périmètre équivalent dans une région voisine. » Payer pour protéger une surface de forêt ne fait en effet pas grand sens si le pro-

blème est délocalisé à quelques kilomètres.

Il arrive donc que la superficie des zones en péril, et donc les émissions de dioxyde de carbone, soit surestimée au départ. C'est sur ce point que l'enquête du consortium de journalistes, épaulés par des experts et s'appuyant sur des images satellites, fait le plus mal. Sur 29 projets de prévention certifiés par Verra, 21 n'ont eu aucun effet sur le climat, 7 ont eu un bénéfice pour le climat mais surestimé à la base (car, dans les faits, inférieurs de -98 % à -52 % par rapport à la prévision) et un seul a dépassé le bénéfice climat escompté (+80 %).

Verra certifie les trois quarts des crédits carbone. De nombreuses entreprises, comme Shell, Gucci ou Disney, ou des groupes de rock, comme Pearl Jam, s'y réfèrent pour atteindre le zéro net carbone dans leurs activités. Un marché colossal de 2 milliards de dollars (1,87 milliard d'euros), et qui devrait décupler d'ici à 2030.

Les Etats réunis à la COP 2021 à Glasgow n'ayant promis que 12 milliards de dollars (11,24 milliards d'euros) pour la protection des forêts, au lieu des 393 milliards nécessaires pour leur préservation d'ici à 2050, il serait contre-productif de se passer des financements privés. Mais revoir le système des compensations carbone, afin d'inciter les pays forestiers à repenser leur gestion, et empêcher le *greenwashing* des entreprises et des gouvernements est plus urgent que jamais.

ABONNÉS



Sur notre site, la répartition des 93 millions de tonnes de crédits carbone échangés chaque année ainsi que les réactions à l'enquête de myclimate (première organisation de protection du climat dans le monde germanophone) et de SouthPole (société de conseil en finance carbone), toutes deux basées à Zurich



Il est abusif de se croire climatiquement irréprochable après avoir planté un arbre



« On prend enfin conscience sérieusement de



L'éducation bienveillante telle qu'on la pratique aujourd'hui? Une fumisterie aux yeux de Caroline Goldman, psychologue pour enfants et adolescents. Dans un livre percutant, elle appelle à reposer les limites.



ENTRETIEN
NICOLAS POINSOT

Ne la réduisez pas au rôle de nouvelle Mère Fouettarde : elle déteste ça. N'empêche, depuis cet automne 2022, la psychologue parisienne Caroline Goldman a conquis la sphère médiatique en prônant davantage de sévérité et d'autorité dans l'éducation des enfants. Via un podcast, rapidement devenu l'un des plus écoutés en France, puis par un livre intitulé *File dans ta chambre! Offrez des limites éducatives à vos enfants* (en réimpression), cette docteure en psychopathologie clinique, enseignante d'université et fille du chanteur superstar Jean-Jacques Goldman, part en croisade contre la mode de l'éducation bienveillante (ou positive) qui semble devenue la norme. Interview d'une experte qui assume de nager à contre-courant...

Vous fustigez les excès de l'éducation bienveillante, qui aurait fabriqué une génération d'enfants rois à force d'écouter une méthode scientifiquement bancal et intellectuellement malhonnête. Manque-t-on aujourd'hui de sévérité dans l'éducation de nos jeunes ?

A l'origine, les théoriciens de l'éducation positive, qui sont pour la plupart non francophones, ont mis avec raison l'accent sur trois piliers fondamentaux de l'éducation, trois besoins psychiques

humains pour le développement : le besoin d'amour, le besoin d'explication et le besoin de limites. Le problème, c'est que ce dernier point s'est étrangement perdu en route quand les textes de ces spécialistes ont été traduits dans d'autres langues, dont le français. Ils ont trop renié cet aspect, pourtant essentiel, des limites, en affirmant qu'il valait mieux offrir une liberté totale à l'enfant, en renonçant à dire « non », dire « oui », dire « ça, tu n'as pas le droit ».

Pourquoi, selon vous ?

Ils y ont probablement renoncé parce que personne n'a vraiment envie de rencontrer de l'agressivité dans la relation avec son enfant. Et cela trouve un écho puissant chez les futurs parents. Tous les parents du monde rêvent, au départ, de créer une relation où il n'y aura pas d'agressivité. Et puis, l'enfant arrive, les choses se déroulent effectivement sans trop de conflits pendant un an, et là, l'enfant commence progressivement à appeler les limites en testant les parents, souvent poussés à bout.

Vous dites que le prix à payer pour cette vogue de l'éducation bienveillante est très élevé. Comment cela ? Tous les spécialistes en psychologie de l'enfant et de l'adolescent font le constat d'une explosion des troubles du comportement depuis environ huit ans, induite par cette éducation positive mal traduite. Les tenants de cette idéologie



Les enfants auront paradoxalement plus de respect pour les parents qui savent faire preuve d'autorité quand le contexte l'exige



File dans ta chambre!
CAROLINE GOLDMAN
InterEditions
176 p.

